



[« Travailleurs détachés : de l'art de tuer à petit](#)

15 11 2015

La France doit cesser d'exposer son peuple aux assassins

Par Nicolas Dupont-Aignan le dimanche, novembre 15 2015, 10:53 - [Lien permanent](#)

« Ma politique étrangère et ma politique intérieure, c'est tout un. Politique intérieure, je fais la guerre ; Politique étrangère, je fais la guerre ; je fais toujours la guerre ».

C'est ainsi que s'exprimait Clemenceau au moment où le destin de la France était en jeu, le 8 mars 1918. Cette phrase devrait malheureusement à nouveau nous inspirer tant la situation d'aujourd'hui est grave, tant la barbarie de l'Etat islamique menace désormais chaque Français où qu'il soit et quoi qu'il fasse.

La tragédie de vendredi soir peut se reproduire n'importe où, n'importe quand. Elle révèle soudain à nos compatriotes que, oui, notre pays est bel et bien en guerre.

La tragédie de vendredi soir peut se reproduire n'importe où, n'importe quand. Elle révèle soudain à nos compatriotes que, oui, notre pays est bel et bien en guerre.

Nos dirigeants ont cru qu'ils pouvaient faire la guerre à moitié : lancer quelques frappes contre l'Etat Islamique, poursuivre leur collaboration avec ceux qui le nourrissent, organiser des grandes marches symboliques après les horreurs du mois de janvier et en même temps ne jamais traduire les paroles en actes. Mais l'histoire rappelle à l'ordre ceux qui croient pouvoir contourner les faits par les mots.

Oui, nous sommes en guerre et nos dirigeants n'ont pas eu le courage de se donner les moyens, non seulement de la gagner mais tout simplement déjà de la mener.

Quand je vois les images terribles du carnage de vendredi, quand je pense au désespoir des familles des victimes, à la souffrance des blessés, je suis partagé entre tristesse et colère.

Pourquoi les cris d'alarme de tous les experts du terrorisme sur la gravité de la menace et sur l'inconsistance de nos politiques, tant intérieure qu'extérieure, n'ont-ils pas été écoutés ?

Le rassemblement des Français est indispensable. Qui, en ces circonstances tragiques, pourrait avoir envie de s'en prendre à nos autorités garantes de l'unité nationale ? Bien évidemment la politique doit s'effacer devant la douleur. Mais l'unité nationale doit servir à l'action et ne pas devenir le paravent de l'impuissance. La politique est une chose sérieuse et malgré le deuil, il est nécessaire de prendre le temps des explications et des responsabilités.

A ce stade, il est plus que légitime de poser certaines questions fondamentales.

Sur le plan intérieur tout d'abord : pourquoi ne pas avoir pris, au lendemain des événements du mois de janvier, les mesures qui sont décidées aujourd'hui ?

J'ai retrouvé la note que j'avais remise au Président de la République le 9 janvier dernier. Je la publie en annexe de ce billet. Je n'ai pas un mot à retrancher ni à ajouter.

Oui, il fallait rétablir nos frontières nationales pour éviter aussi les infiltrations de djihadistes ! Nous apprenons ce soir que l'un des barbares d'hier soir a été enregistré comme réfugié en Grèce. Que n'avais-je entendu sur mon compte quand, lors de ma visite à Leros, j'avais mis en garde notre pays sur la folie de l'ouverture totale de nos frontières. Oui, seul l'état d'urgence pouvait nous permettre d'accélérer les procédures pour perquisitionner dans les caches d'armes, pour déstabiliser la 5ème colonne qui se niche dans nos cités difficiles ou dans nos quartiers paisibles.

Chacun sait que l'appareil judiciaire est totalement engorgé et qu'en temps exceptionnel, il faut des procédures exceptionnelles.

De même, pourquoi ne pas avoir mis en détention les djihadistes de retour de Syrie ? Je me souviens du regard moqueur, voire méprisant, de certains quand j'avais proposé l'éloignement « à Cayenne » des Français partis combattre en Syrie et qui voulaient se retourner contre notre Nation une fois revenus sur son sol.

Il va de soi que tous les terroristes ou apprentis terroristes fichés par le ministère de l'Intérieur doivent être expulsés quand ils sont étrangers, déchus de la nationalité française quand ils sont binationaux ou éloignés des principaux bassins de population quand ils sont français.

Les Américains l'ont bien fait avec Guantanamo. Et nous ? Allons-nous laisser circuler des bombes humaines dans nos gares, nos supermarchés, nos universités ? Il faut d'urgence demander à l'armée de lancer une opération d'envergure pour nettoyer notre territoire des armes de guerre infiltrées depuis vingt années de laxisme et qui menacent chaque jour les Français.

Bien évidemment, ces trois mesures fondamentales, dont l'une est enfin prise, ne suffiront pas, car c'est notre Etat (sacrifié depuis vingt ans sur l'autel de la pensée unique ou des restrictions budgétaires) qu'il faut reconstruire.

Réforme de la Justice, notamment des mineurs, simplification du Code de Procédure Pénale, augmentation du nombre de places en prison, renforcement des moyens du renseignement, de la Police, notamment judiciaire, et de la Gendarmerie : on sait ce qu'il faut faire. Je propose aussi de rétablir le service national, seul moyen de ressouder notre jeunesse mais aussi de repérer les apprentis fanatiques. La tâche sera lourde et longue mais elle doit être engagée dès maintenant.

Mais la guerre se mène aussi à l'extérieur. Là aussi certaines questions méritent d'être posées tant nous payons cher l'indécision et l'incohérence de nos politiques étrangère et de défense (certes partagées avec les autres puissances occidentales).

Comment imaginer combattre au même moment le régime d'Assad et l'Etat islamique ? C'est un contresens total qui a d'ailleurs été amorcé lors de la fermeture de notre ambassade à Damas par le gouvernement précédent.

Depuis des mois, je demande inlassablement au gouvernement, en Commission des Affaires Etrangères, de concentrer notre combat contre l'Etat islamique plutôt que de courir deux lièvres à la fois ce qui nous mène au chaos.

Il faut donc revoir nos relations diplomatiques avec les Etats qui sont ambigus avec l'Etat islamique, ce cancer de la région et bientôt du monde entier.

Par ailleurs, il est urgent de mobiliser nos alliés pour une opération d'envergure au sol pour éradiquer l'Etat islamique.

Enfin, bien sûr il faut renforcer notre outil de défense et donc revoir nos priorités budgétaires.

En définitive, la question est simple : sommes-nous capables vite, très vite, de nous donner les moyens de gagner cette nouvelle guerre ? C'est une question de survie pour notre liberté, notre démocratie, notre civilisation.

Voilà le texte que j'avais remis au Président de la République il y a 11 mois !

Mercredi 7 janvier, ce n'est pas un attentat comme un autre qui a ensanglanté la France. C'est un acte de guerre contre un symbole de la liberté d'expression, contre une « certaine idée » de la

France, la République, la Liberté, l'Égalité, la Fraternité.

La minute de silence de jeudi midi restera gravée dans ma mémoire comme dans celle de tous les Français. C'est la Nation tout entière qui s'est relevée. Chaque Français avait les larmes aux yeux, car il sentait bien au fond de lui-même que l'essentiel était en jeu.

C'est pourquoi d'ailleurs les palinodies sur qui a le droit de participer à la manifestation de dimanche sont particulièrement indécentes, comme si le vieux régime des partis ressuscité se remettait à faire « les petites soupes sur les petits feux » selon l'indémorable expression du général de Gaulle.

L'enjeu est bien sûr tout autre avec un double objectif : · Premier objectif : le rassemblement de tous les Français, bien sûr, car on ne luttera pas contre les ennemis de l'intérieur sans que chacun de nos concitoyens prenne conscience de l'urgence et conserve tout son sang-froid. · Second objectif : l'action, car le plus grand péril aujourd'hui est la naïveté, l'angélisme qui paralysent la victime face à l'agresseur.

La France s'est engagée dans une guerre extérieure contre Daesh au Moyen-Orient et le fondamentalisme islamique en Afrique Noire. On ne peut pas être en guerre à l'extérieur et vivre comme si de rien n'était à l'intérieur de nos frontières. D'autant que des centaines de djihadistes français sont partis affronter nos soldats ou nos alliés et reviennent pour certains d'entre eux sur notre sol.

La France affronte un ennemi de l'intérieur, ce n'est pas de notre fait. C'est lui qui nous a désignés comme son ennemi. Ouvrir les yeux sur cette réalité et lutter, ce n'est en rien nourrir l'amalgame. C'est au contraire réconcilier les Français. Chacun aura compris que les Français musulmans sont les premières victimes de la nouvelle inquisition des intégristes. Il n'y a donc aucun complexe à combattre ces derniers.

La France n'a aucun problème avec l'islam. En revanche, une petite minorité fanatique de l'islam a un vrai problème avec la République. Il faut mettre les mots sur les faits et ne rien concéder. C'est l'intérêt de chacun, quelle que soit sa confession.

Pour cela, il faut maintenant passer aux actes, sans faiblesse. Faire la guerre et la gagner. Comment ? Par quatre mesures immédiates : · En proclamant l'état d'urgence par décret en Conseil des Ministres pour une période provisoire. Cela n'a rien d'extravagant et a déjà existé par le passé, par exemple en 2005. L'état d'urgence permettrait de simplifier considérablement les procédures juridiques et renforcerait d'autant l'efficacité des forces de l'ordre : d'indispensables mesures d'exception seraient alors possibles, comme l'assignation à résidence, des perquisitions sans contrôle judiciaire, l'instauration de couvre-feu, la confiscation des armes de toutes catégories, etc... · En suspendant Schengen, possibilité prévue par les traités, par le rétablissement aussi longtemps que nécessaire des contrôles fixes aux frontières.

· En renforçant la présence des effectifs de militaires dans nos rues pour la surveillance des bâtiments publics pour pouvoir concentrer les forces de police et de gendarmerie sur leurs missions d'enquête ; · En augmentant les moyens de la Police et de la Gendarmerie, notamment en armement lourd, afin que les forces de sécurité publique puissent faire face efficacement aux actions de guerre des terroristes.

Ces quatre mesures immédiates ayant été prises, il faudra plusieurs semaines pour mettre en œuvre des actions utiles dans différents domaines. En faisant voter par le Parlement une loi permettant de mieux contrôler les djihadistes de retour sur le territoire national (déchéance de nationalité possible pour les binationaux et incarcération ou assignation à résidence en territoire éloigné pour ceux de seule nationalité française) ;

En démantelant les filières de recrutement sur Internet ;

En intensifiant les efforts de la coalition contre Daesh et en dénonçant son financement par certains pays ;

En clarifiant notre politique étrangère, notamment à l'égard de la Syrie.

Dans le cadre de l'état d'urgence, il faudra aussi compléter cette action contre le terrorisme par une politique de sécurité publique l'extirpant à la racine, en détruisant notamment les trafics d'armes et de drogue, ainsi que tous les circuits de financement liés à l'économie dite « parallèle », qui pourrissent nos quartiers et constituent un terreau vivace pour le crime, crapuleux comme

fanatisé. La plupart des intéressés sont connus, et avec des forces de Police et de Gendarmerie soutenues, la peur changera enfin de camp.

La France est rassemblée dans le deuil et l'indignation. Elle doit maintenant se rassembler dans l'action.

Nicolas Dupont-Aignan Député de l'Essonne Président de Debout la France

J'aime 45 personnes aiment ça.

Tweeter

< 104

Partager 

[Diffuser ce billet sur Facebook](#)

Commentaires

1. Le dimanche, novembre 15 2015, 11:28 par pjmd24

Oui, vous avez parfaitement raison.

Que fait-on des djihadistes signalés? A quoi sert la fiche S? Aujourd'hui, on se le demande.

Qui est notre ennemi aujourd'hui: Assad ou l'EI et quelle est la priorité: destituer Assad ou vaincre l'EI ?

On a tué des dictateurs en Irak et en Libye et aujourd'hui quel est le résultat sinon le chaos dans ces pays ?

Que nos dirigeants se posent ces questions et ils comprendront vite où est la priorité.

Vont-ils encore combien de temps tergiverser pour complaire à untel ou untel ?

Merci à vous Monsieur DUPONT AIGNAN de ne pas tenir de langue de bois et de poser les vraies questions, mais vont-ils vous écouter? C'est une autre affaire mais nous sommes derrière vous pour relayer votre message.

Ne nous laissons pas faire ni tirer comme des lapins!

2. Le dimanche, novembre 15 2015, 11:48 par Orion

Un nettoyage d'envergure sur le territoire est impératif avec l'aide des militaires et de la Légion avec fermeture dans le même temps des frontières

Les frontières sont un sas.non seulement pour contrôler qui rentre et sort mais aussi pour traçabiliser des individus qui dans l'Espace Schengen ont tout loisir à se déplacer, ce qui renforce le type de guerre menée sur le territoire, la guérilla en se fondant dans la masse, sans se faire détecter ni repérer.

Cette restauration des frontières permet :

d'optimiser la traçabilité d'une personne suspecte en fixant la responsabilité de chaque brigade policière pour couvrir des zones dont on ne sait plus, dans l'Espace Schengen. qui en a l'attribution, peuvent être délaissées ou se chevaucher ;

- échanger des informations et les numériser dans un organisme central européen (type Interpol) dédiée au terrorisme.